



## **75<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale**

### **High-level thematic debate on digital cooperation and connectivity**

New York, le 27 avril 2021

**Message vidéo du conseiller fédéral Ignazio Cassis,  
Chef du Département fédéral des affaires étrangères**

---

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,  
Excellences,

La crise sanitaire actuelle a renforcé l'importance de la numérisation. Si la pandémie nous a forcés à ralentir plusieurs pans de nos vies, elle a nettement contribué à accélérer la transformation digitale de la société.

La numérisation et l'innovation technologique recèlent un énorme potentiel pour réaliser l'Agenda 2030. Mais la technologie peut être aussi utilisée à des fins malveillantes jusqu'à porter atteinte à des droits fondamentaux.

C'est pourquoi il est impératif de préserver un espace numérique libre, sûr et démocratique, c'est-à-dire accessible à tout le monde. La Suisse a récemment adopté une stratégie de politique extérieure numérique ayant pour objectif de mettre la numérisation au service de TOUS.

Comment y parvenir ?

Il est essentiel que nous défendions le principe de l'applicabilité du droit international au monde numérique.

Il y a du progrès à cet égard et je suis très heureux que tous les États membres de l'ONU aient récemment réaffirmé - dans le cadre du groupe de travail ouvert (OEWG) que la Suisse a présidé - l'applicabilité du droit international, y compris la Charte des Nations Unies, dans le cyberspace.

Nous avons aussi lancé le Dialogue de Genève sur le comportement responsable dans le cyberspace afin de faire progresser le consensus mondial sur les normes de conduite volontaires et des responsabilités dans l'espace numérique.



Notre stratégie s'aligne également avec la Feuille de route sur la coopération numérique du Secrétaire général des Nations unies. Nous sommes convaincus que la Genève Internationale avec son écosystème multipartite joue un rôle important pour la mise en œuvre de la feuille de route.

Dans ce contexte, nous pensons qu'il est important de renforcer les mécanismes existants. Pour cela, nous sommes également convaincus qu'un Forum sur la gouvernance de l'Internet renforcé, un IGF + tel que décrit dans la feuille de route, nous permettra d'avancer dans la bonne direction.

Monsieur le Président, Excellences,

La Suisse est pleinement engagée à travailler avec vous tous afin de façonner une gouvernance numérique adaptée au 21e siècle.

Je vous remercie.